

Legation de Suisse

Paris, le 22 Octobre 1895

acc. rec. ✓
en circ. ✓
France

15 bis, rue de Marignan

N^o 1/95

XXVI. A.

Prière de rappeler
le numéro ci-dessus

Monsieur le Vice-Président

du Ministère des Affaires

Etrangères on me dit si on n'a pas encore reçu la
nouvelle de l'échange définitivement effectué des
notes entre l'Allemagne, la France et la Russie
d'une part, le Japon de l'autre, à l'effet de régler
les conséquences de l'intervention des trois puissances
en printemps dernier après la conclusion de la paix
entre la Chine et le Japon. On considère une accor-
dation impossible, le texte des notes respectives
ayant été définitivement arrêté. L'échange de notes
aura pour effet, 1^o de déterminer les délais d'
évaluation de la Mandchourie par le Japonais,
2^o de fixer l'indemnité complémentaire à allouer

au
Département fédéral
des Affaires Etrangères
Division Politique

Berne



22 October 1892

au Japon pour l'abandon de toute acquisition
territoriale sur le continent asiatique et notamment
sur le presqu'île de Siao-Tong; 3° de liquider
dans la mesure du possible la question des
immixtions japonaises en Corée. — En d'
autres termes le Ministère des Affaires Étrangères
de France voit dans cet échange de notes
immédiat sinon déjà effectué, le résultat
palpable et définitif de l'action commune
des 3 puissances, résultat attendu depuis 4 ans
et qui ne est devenu de voir enfin se produire.

À l'Ambassade d'Allemagne
à Paris, sans entrer dans aucun détail, on
se montre rassuré du côté de l'extrême orient
Asiatique et l'on ne s'attend pas pour un
avenir prochain à des difficultés sérieuses de
ce côté-là.

En ce qui concerne les

affaires d'Orient, l'acceptation par le
 Sultan des conditions formulées par l'
 Angleterre, la France et le Russie, est un
 grand pas. Un pas encore plus grand, au
 point de vue du diagnostic politique, est le
 fait que les 3 pays ont pu marcher complètement
 d'accord dans leurs représentations auprès de
 La Porte; l'Ambassadeur d'Angleterre,
 Lord Dufferin, n'a dit que la France avait
 dans les dernières semaines joué le rôle de
 courtier amical entre Londres et Vitebsk
 et avait utilement contribué à cet heureux
 résultat. Mais à côté de la diplomatie
 il y a les forces populaires ou les haines
 religieuses. La question est moins de savoir
 aujourd'hui si les Arméniens ont payé de
 Turcs pour faire des massacres, que de savoir
 si l'islamisme est profondément blessé,
 si les ultramontains de l'Islam ne s'agitent

pas, si cette agitation ne remonte pas jusqu'à
une tentative de renversement du Vulten.

Tout cela tout des questions de fait qui me
paraissent préoccuper ici le Ministère des Affaires
Étrangères. — L'ambassadeur d'Angleterre m'a
dit que jusqu'ici lord Salisbury avait depuis
son arrivée aux affaires vécu dans une
complète retraite à la campagne de Dieppe où il
ne s'était fait suivre d'aucun fonctionnaire
du Ministère des Affaires Étrangères et où il le
chiffrait et déchiffrait pour lui le télégrammes.
Il lui est donc impossible de savoir lui-même
ce que lord Salisbury pense de la plupart des
questions pendantes telles que le Mexique et le
nombreux litiges africains; mais il a ajouté
que sur la question américaine seule le premier
ministre anglais avait envoyé des télégrammes
dont le précis et le résidu ne laisserait
rien à désirer.

Dans la tournée que j'ai faite à ma
 rentrée à Paris chez les Ambassadeurs de grandes
 puissances, j'ai trouvé tout le monde dans la
 dispositions les plus pacifiques. Toutefois l'Ambassadeur
 d'Allemagne se demande si le Russie éblouie
 par la popularité dont elle jouit en France ne va
 pas risquer d'amener tout d'un coup cet hiver
 sur le tapis la question du passage des détroits, en
 offrant comme amorce à la France son appui
 pour amener les Anglais à évacuer l'Égypte. Il
 n'y a en core à cet égard aucun échange de
 vues verbal et encore moins écrit, mais c'est
 le point noir possible.

L'Ambassadeur d'Italie
 seul se montre défiant. Il rappelle qu'autant
 que l'Italie n'a pas en Rome, elle a été en proie
 des difficultés et de complications survenues en
 Europe et le comte Torricelli en conclut qu'
 tant que la France n'a pas l'Alsace. Toutefois
 elle soufflera sur la braise, en sorte qu'il faut

tout temps s'attendre au pire. Je répète
 que partout ailleurs j'ai rencontré le note
 inverse et notamment l'impression que
 dans les derniers mois le France a plutôt joué
 un rôle d'intermédiaire conciliant.

Quant à la politique intérieure
 j'aurai le honneur de Vous adresser un rapport
 plus détaillé, lorsque j'aurai eu l'occasion
 de voir un plus grand nombre de chefs politiques.
 Vous savez que la Chambre se réunissent aujourd'hui
 bien seulement, en tout je n'ai pu voir seulement
 quelques personnes. Je me borne pour
 aujourd'hui à Vous transmettre l'impression
 que le projet de Tananarive a remis le cabinet
 tribut sur pied, si il l'importera dans la
 discussion des interpellations sur Madagascar
 en rejetant la responsabilité des fautes commises
 sur le Général Mercier, dernier Ministre de

la guerre et dans les interpellations sur la
 grève de Larrens en groupant autour de lui
 toute la Chambre contre les 60 socialistes
 purs. On s'accorde à penser que le cabinet
 tombera lors de la discussion du budget de
 1896. C'est à dire si il vive en d'autres termes
 jusqu'après le jour de l'an, malgré l'absence
 incontestée d'amis dévoués qui caractérisent
 la situation du cabinet Ribot. Encore une
 fois c'est là une première impression. On
 semble d'accord pour admettre que M.
 Flourens ferait en tout cas partie de la nouvelle
 combinaison.

Agiez, Monsieur le conseiller
 fédéral, les assurances de ma haute
 considération

Le Ministre de Suisse

Wurley